

obligera sans doute Extendicare Hearst à réduire son personnel, voire à fermer ses portes.

[Français]

L'augmentation du coût de la vie, du coût des fournitures et du salaire du personnel médical, ainsi que le fardeau fiscal supplémentaire engendré par la TPS, pèsent très lourd sur les finances de ce centre. En résumé, si cet établissement ne reçoit pas d'aide supplémentaire, il ne pourra pas donner à ses 61 résidents le niveau de soins dont ils ont besoin. Cette situation risque d'aggraver leur état de santé et de porter sérieusement atteinte à la qualité de vie de nos aînés. Je presse donc le gouvernement provincial à remédier immédiatement à cette situation.

* * *

[Traduction]

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, les Canadiens veulent connaître la position du Parti réformiste sur la question du contrôle des armes à feu. Preston Manning veut-il renforcer le projet de loi C-17, ou au contraire l'affaiblir? À moins qu'il ne veuille l'abolir carrément? C'est ce que pensent ses adeptes.

Le Parti réformiste organiserait-il un référendum sur cette question? C'est la position qu'adopte en principe le Parti réformiste: organiser un référendum sur les questions épineuses. En attendant, plaire à tout le monde. De quelle sorte de leadership s'agit-il? Ce n'est pas faire preuve de leadership, c'est y renoncer.

Je défi Preston Manning et la députée de Beaver River de dévoiler leur position, de dire aux Canadiens exactement ce qu'ils pensent du projet de loi C-17, d'être francs avec eux au sujet du contrôle des armes à feu.

* * *

[Français]

L'AIDE SOCIALE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, on a appris aujourd'hui que plus de 600 000 personnes au Québec vivent de l'aide sociale. De ce nombre, au moins le quart sont des enfants. Nous sommes en train d'assister à l'appauvrissement dramatique de tous les Québécois et Québécoises. Il y a six ans, Moisson Montréal fournissait un million de dollars de nourriture aux banques alimentaires; cette année, ce sera six millions.

Cette augmentation n'a d'autres causes que la mauvaise gestion économique du gouvernement fédéral. Le résultat des hauts taux d'intérêt de John Crow, le «Séra-

phin» de la Banque du Canada, ce sont des usines qui ferment partout. Bientôt à Port-Cartier, 200 travailleurs et travailleuses se retrouveront dans la rue.

Il est temps que le gouvernement conservateur reconnaisse ses erreurs. Il faut qu'une aide économique d'urgence soit accordée aux régions qu'il a sinistrées.

* * *

[Traduction]

LE SOMMET INTERNATIONAL POUR L'ENFANCE

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg—Nord): Monsieur le Président, c'est le premier anniversaire du Sommet international pour l'enfance. Ce sommet, qui a été présidé par notre propre premier ministre, avait promis de sauver de la mort cinquante millions d'enfants dans le monde au cours de la prochaine décennie.

La tragédie, c'est que quatorze millions d'enfants n'ont pas vécu assez longtemps pour assister à cet anniversaire. Ils ont été dépourvus des soins et du confort nécessaires à leur survie. Ils sont morts de faim ou de maladies que l'on aurait pu éviter. Bon nombre d'entre eux ont été victimes de la guerre.

Tout le monde veut croire, en particulier les enfants, que les 71 chefs d'État participants, dont notre premier ministre, ont respecté leur promesse. Le respect des promesses commence chez soi.

Je demande au gouvernement de déposer à la Chambre le programme destiné à améliorer la vie des enfants. Comment les réductions imposées aux programmes sociaux pourraient-elles aider nos enfants? Les réductions imposées à l'aide au Tiers monde aideront-elles les enfants du monde?

Nous avons les moyens de leur venir en aide. J'exhorte le gouvernement à démontrer maintenant sa volonté de tenir ses promesses.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

La manière dont le gouvernement fait face à la grève des fonctionnaires fédéraux cause énormément de tort à l'économie canadienne. Les syndicats du blé évaluent à 36 millions de dollars par semaine les pertes provoquées par la grève des inspecteurs et des peseurs de céréales. Les agriculteurs risquent fort de perdre leurs marchés à l'étranger.